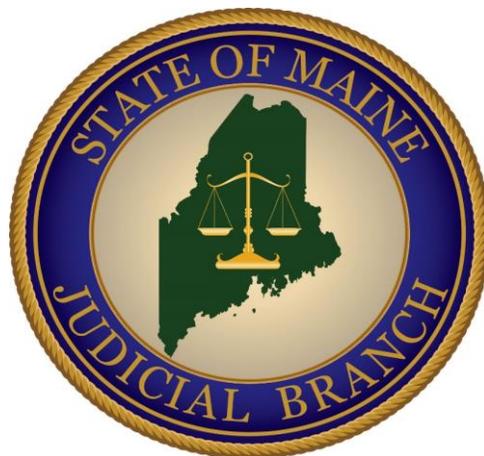

Script – Vidéo sur la lecture d'acte d'accusation

**Comprendre vos droits et responsabilités
relatifs à la lecture d'acte d'accusation**



Scène 1 – Salle d'audience vide avant la lecture d'acte d'accusation

SUSAN : Bonjour, je m'appelle Susan Kimball.

Cette vidéo vous aidera à comprendre vos droits et responsabilités lors de l'audition d'aujourd'hui de lecture d'acte d'accusation. Vous découvrirez également l'aide supplémentaire que le tribunal peut vous apporter, sans frais, y compris le droit de consulter un avocat.

Si vous avez du mal à parler ou à comprendre l'anglais et que vous avez besoin d'un interprète, veuillez en informer le greffier.

Si vous n'êtes pas né aux États-Unis, ou si vous n'êtes pas citoyen américain, vous devriez le dire à votre avocat ou au juge, si vous n'avez pas d'avocat, avant de présenter un plaidoyer de culpabilité ou de non-contestation. De plus, si vous avez des doutes quant à votre statut juridique, ou si vous avez besoin de plus d'informations sur votre statut en matière d'immigration, vous devez contacter l'Immigrant Legal Advocacy Project (Projet de défense juridique des immigrants) avant de présenter un plaidoyer de culpabilité ou de non-contestation. Et si vous pensez ne pas être en mesure de participer pleinement à l'audition d'aujourd'hui en raison d'une déficience vocale ou d'une perte auditive, ou si vous avez besoin d'un aménagement en raison d'un problème de santé, vous devez en informer un greffier ou un marshal.

Chaque salle d'audience du Maine est équipée de dispositifs spéciaux pour vous aider à mieux entendre et ils sont vraiment simples à utiliser.

Le juge Wayne Douglas de la Cour suprême du Maine est avec nous aujourd'hui pour nous en dire davantage au sujet du processus de lecture d'acte d'accusation. Juge Douglas, merci beaucoup d'être avec nous aujourd'hui.

JUGE : Je suis heureux d'être ici.

SUSAN : Que peuvent faire les gens s'ils ont des questions sur les accusations portées contre eux ou s'ils ont des questions sur le fonctionnement du processus de lecture d'acte d'accusation ?

JUGE : Si vous avez des questions sur les accusations auxquelles vous faites face, sur vos droits, sur l'acceptation ou non de l'offre que vous fait l'État pour résoudre votre affaire aujourd'hui, ou sur le processus en général, vous pourrez parler gratuitement à un avocat aujourd'hui. Si vous souhaitez avoir la possibilité de vous entretenir avec cet avocat avant d'entrer dans votre plaidoirie, veuillez le dire au juge lorsque votre affaire sera appelée. Le juge vous donnera le temps de vous entretenir avec l'avocat.

SUSAN : Vous avez évoqué les droits. Quels sont les droits des personnes en matière pénale ?

JUGE : Quiconque est accusé de crime a des droits constitutionnels importants.

Premièrement, si vous êtes accusé d'un crime, vous êtes présumé innocent de l'accusation. À moins que vous ne plaidez volontairement coupable ou que vous ne contestiez pas le crime, vous ne pouvez être reconnu coupable que si un procès est organisé et que l'État prouve au-delà de tout doute raisonnable que vous avez commis le crime. Cela signifie qu'au procès, l'État doit présenter suffisamment de preuves pour convaincre le jury ou le juge que l'accusation est presque certainement vraie.

Deuxièmement, vous avez le droit de garder le silence. Il est important de comprendre que si vous parlez de votre cas, ces déclarations peuvent être utilisées contre vous.

Troisièmement, vous avez le droit d'avoir recours à un avocat à tous les stades de l'affaire. Si vous ne pouvez pas vous permettre de payer un avocat et que vous faites face à une accusation de crime ou à un risque raisonnable de prison, vous pouvez demander à un avocat commis d'office de vous représenter à peu ou pas de frais. Pour demander un avocat commis d'office, vous devrez remplir un formulaire de demande et jurer sous serment de l'exactitude des informations que vous avez fournies. Si vous avez besoin d'aide, un évaluateur financier ou une personne du bureau du greffier peut vous aider. Rappelez-vous toutefois que les greffiers ne peuvent pas donner de conseils juridiques. Le juge examinera les informations que vous avez fournies sous serment afin de déterminer si vous remplissez les conditions pour avoir droit à un avocat commis d'office.

Quatrièmement, vous avez le droit à un procès devant un jury qui entendra et décidera de votre cas, à moins que vous ne choisissiez plutôt qu'un juge prenne cette décision au

procès. Si vous plaidez non coupable aujourd'hui, vous aurez l'occasion, un autre jour, de tenter de résoudre votre affaire avant qu'un procès ne soit programmé.

Enfin, au procès, vous avez le droit d'entendre et de voir les preuves de l'État, vous avez le droit de contre-interroger les témoins de l'État et vous avez le droit de présenter vos propres témoins. Vous avez également le droit de témoigner au procès. Ou alors, vous avez le droit de ne pas témoigner, et si vous choisissez de ne pas témoigner au procès, cette décision ne peut pas être utilisée contre vous.

SUSAN : Merci pour ces informations, juge Douglas. Nous allons maintenant assister à une audience de lecture d'acte d'accusation pour en savoir plus sur vos droits et responsabilités.

Mise en garde À L'ÉCRAN – En fonction des raisons pour lesquelles vous êtes ici, les procédures dans votre cas peuvent être différentes. Si vous avez des questions, vous devez demander au juge ou à votre avocat de vous expliquer les détails spécifiques qui s'appliquent à votre affaire avant de prendre une décision ou de prendre une mesure concernant votre affaire.

Scène 2 – Salle d'audience pleine pour la lecture d'acte d'accusation

MARSHAL : La Cour.

JUGE : Merci, vous pouvez vous asseoir.

Bonjour. L'objet de la procédure d'aujourd'hui est de vous expliquer l'accusation qui a été portée contre vous, de vous informer de vos droits et, dans la plupart des cas, de vous demander d'accepter une offre ou d'apporter une réponse à l'accusation. J'examinerai également la question de la caution ou des conditions de libération si vous êtes accusé d'une infraction pénale. Aujourd'hui n'est pas le jour du procès de votre affaire. Le procès sera fixé à une date ultérieure qui vous sera communiquée aujourd'hui.

Il y a deux types d'accusations de base : les violations civiles et les accusations pénales. On vous dira quelles sont les accusations portées contre vous et si elles sont d'ordre

pénal ou civil. Si vous êtes ici pour une autre raison, je verrai cela avec vous lorsque votre affaire sera appelée.

Violations civiles

Si vous êtes accusé de violation civile, on vous demandera aujourd'hui si vous souhaitez reconnaître ou nier l'accusation. Les violations civiles ne sont pas des crimes et ne sont pas punissables d'une peine de prison. Les sanctions en cas de violation civile peuvent inclure des amendes, des dédommagements, une suspension de permis ou des travaux communautaires. Dans tous les cas civils, des surcoûts et des frais supplémentaires sont ajoutés.

Si vous décidez d'aller jusqu'au procès pour une violation civile, la charge de la preuve de l'État au procès sera moindre que pour une affaire pénale. En cas de violation civile, l'État doit prouver que vous avez commis cette violation par une prépondérance de la preuve, ce qui signifie qu'il doit prouver qu'il est plus probable que vous ayez commis l'infraction que le contraire.

Accusations pénales

Dans les affaires pénales, le jugement peut inclure une peine de prison, une amende, des dédommagements, une suspension de permis et une probation, des travaux communautaires ou une combinaison de ces choses. Dans tous les cas criminels, des surcoûts et des frais supplémentaires sont ajoutés. Dans certains cas, il y a une peine de prison obligatoire. Lorsque j'appellerai votre affaire, je vous dirai si cela s'applique à l'accusation portée à votre encontre.

Les crimes sont classés par catégorie et pour chaque catégorie, il y a une peine de prison maximale et une amende maximale. Lorsque j'appellerai votre cas, je vous dirai la catégorie du crime dont vous êtes accusé.

Je vais d'abord vous parler des crimes de catégorie D et E qui sont souvent appelés délits.

- Les crimes de catégorie D sont passibles d'une peine maximale de 364 jours de prison et d'une amende maximale de 2 000 dollars.

- Les crimes de catégorie E sont passibles d'une peine maximale de 6 mois de prison et d'une amende maximale de 1 000 dollars.

Si vous êtes accusé d'un crime de catégorie D ou E, il vous sera demandé de présenter un plaidoyer aujourd'hui. Vous pouvez plaider coupable, non coupable ou non-contestation. Si vous plaidez coupable, vous admettez que vous avez commis le crime et vous serez condamné pour l'accusation. Si vous optez pour la non-contestation, vous n'admettez pas que vous avez commis le crime, mais vous acceptez que l'État puisse prouver l'accusation portée contre vous, et vous acceptez que vous serez reconnu coupable de ces accusations sans procès.

Si vous plaidez coupable ou que vous optez pour la non-contestation, vous serez condamné pour le crime en question et vous renoncerez à tous les droits que je vous ai expliqués tout à l'heure, y compris le droit d'avoir un procès où l'État serait tenu de prouver au-delà d'un doute raisonnable que vous avez commis le crime. La condamnation sera probablement prononcée dès aujourd'hui.

Si vous êtes condamné à une peine en établissement correctionnel ou en prison aujourd'hui, vous pourrez être placé en détention immédiatement, ou un juge peut fixer une caution ou des conditions et vous permettre de vous y présenter ultérieurement. Si vous demandez un report, vous devrez expliquer les raisons de votre demande à un juge.

Je vais à présent vous parler des crimes de catégories A, B et C, souvent appelés crimes.

- Les crimes de catégorie A sont passibles d'une peine maximale de 30 ans de prison et d'une amende maximale de 50 000 dollars.
- Les crimes de catégorie B sont passibles d'une peine maximale de 10 ans de prison et d'une amende maximale de 20 000 dollars.
- Les crimes de catégorie C sont passibles d'une peine maximale de 5 ans de prison et d'une amende maximale pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars.

Si vous avez été accusé d'un crime de catégorie A, B ou C, vous ne présenterez pas de plaidoyer aujourd'hui. Cela s'explique par le fait que, pour une accusation de crime, avant de présenter un plaidoyer, l'État est d'abord tenu de présenter l'affaire au grand jury, qui renverra une mise en accusation s'il détermine qu'il y a suffisamment de preuves pour que vous soyez accusé. Vous pouvez décider de renoncer ou

d'abandonner le droit de faire examiner votre affaire par un grand jury et plaider coupable d'un crime avant qu'une mise en accusation ne soit prononcée ; cependant, vous ne devriez même pas envisager de le faire sans d'abord en parler à un avocat.

Non coupable / Procédures à venir

Si vous plaidez non coupable ou niez les chefs d'accusation aujourd'hui, ou si vous êtes ici pour une accusation de délit en l'absence d'une mise en accusation, vous recevrez plusieurs dates pour vos prochaines comparutions. Dans la plupart des affaires criminelles, votre prochaine date de comparution sera une conférence de disposition. Il s'agit d'une conférence qu'un juge tient avec vous ou votre avocat et le procureur pour voir si vous et le procureur pouvez convenir d'une manière de résoudre l'affaire sans procès.

Lors de la conférence de disposition ou avant celle-ci, il est fort probable que le procureur vous fasse une offre de plaider que vous pourrez accepter ou non. Lors de la conférence, vous aurez l'occasion de discuter des préoccupations que vous pourriez avoir quant à l'offre de l'État ou encore d'émettre votre propre proposition, si vous ou votre avocat ne l'avez pas déjà fait. Si vous et le procureur êtes d'accord sur la résolution de votre affaire, la résolution proposée sera soumise au juge pour examen.

Si votre cas n'est pas résolu lors de la conférence, le procès demeurera prévu à la date qui vous sera communiquée aujourd'hui.

Enfin, les lois du Maine exigent la prise des empreintes digitales des personnes accusées de certains crimes. Si cette exigence s'applique à votre cas, je vous en parlerai lorsque nous traiterons votre cas.

OK, appelons le premier cas.

Scène 3 – Deux défendeurs se présentent

JUGE : L'État du Maine contre Dorothy Gibler. Mme Gibler est-elle là ?

Mme GIBLER : Oui.

JUGE : Vous pouvez avancer. On prétend que le 10 janvier 2018, alors que vous aviez moins de 21 ans, vous étiez en possession d'alcool, à savoir 6 canettes de bière, dans le sud de Portland, dans le Maine. Il s'agit d'une violation civile, pas d'un crime. Avez-vous des questions concernant vos droits ou vos responsabilités juridiques ?

Mme GIBLER – Donc, même si je plaide coupable, je n'irai pas en prison.

JUGE : C'est exact. Il s'agit d'une affaire civile, pas d'une affaire pénale, il n'y a donc aucune possibilité de peine d'emprisonnement.

Mme GIBLER : OK.

JUGE : Et comment plaidez-vous : reconnaissez-vous ou niez-vous les allégations contenues dans la plainte ?

Mme GIBLER : Ah, coupable, je suppose.

JUGE : Vous semblez un peu incertaine. Bien que je ne sois pas en mesure de nommer un avocat pour vous parce qu'il s'agit d'une violation civile, il y a une avocate de la journée présente ici aujourd'hui, et vous pouvez vous entretenir avec elle si vous le désirez. Voulez-vous le faire avant de présenter votre plaidoyer ?

Mme GIBLER : Non, terminons-en.

JUGE : Alors, vous admettez avoir commis cette violation civile, à savoir que vous aviez moins de 21 ans au moment où vous étiez en possession de bière. Est-ce correct ?

Mme GIBLER : Oui, madame la juge.

JUGE : Madame la procureure, est-ce une première infraction ?

PROCUREUR DU DISTRICT : Oui, madame la juge. Nous recommandons une amende de 200 dollars.

JUGE : OK. Mme Gibler, avez-vous quelque chose à dire avant que je rende ma décision ?

Mme GIBLER : Eh bien, c'était quatre jours avant mon 21^e anniversaire.

JUGE : Il semble que la sanction minimale soit appropriée et j'impose donc une amende de 200 dollars. Pouvez-vous payer cette amende aujourd'hui ?

Mme GIBLER : Oui, je le peux.

JUGE : D'accord, veuillez retourner vous asseoir jusqu'à ce que vos documents soient prêts. Vous pourrez vous rendre au guichet du greffier pour payer votre amende et vos surcoûts, et vous serez ensuite libre de partir. Merci.

JUGE : Prochain cas, l'État du Maine contre William Brown. Monsieur Brown, veuillez vous approcher.

Monsieur Brown, vous êtes accusé de l'infraction de conduite en état d'ébriété, une troisième infraction. Selon les allégations à votre encontre, le 31 décembre 2017, à Raymond, vous auriez conduit un véhicule à moteur alors que vous étiez sous l'emprise d'alcool ou de drogues avec un pourcentage d'alcool dans le sang de 0,08 mg ou plus. Monsieur Brown, avez-vous un avocat ?

M. BROWN : Non, madame. Je suis actuellement sans emploi et j'arrive à peine à nourrir mes enfants, sans parler de payer les honoraires d'un avocat.

JUGE : Monsieur Brown, demandez-vous au tribunal de vous nommer un avocat ?

M. BROWN : Oui, madame la juge.

JUGE : Avez-vous rempli l'affidavit pour un avocat commis d'office qui vous a été remis plus tôt ?

M. BROWN : Oui, madame la juge. Le voici.

JUGE : OK. Laissez-moi voir cela.

Après examen de votre déclaration sur l'honneur, je constate que vous n'êtes pas en mesure d'engager un avocat et je nommerai un avocat pour vous représenter. L'État souhaite-t-il que le tribunal examine le statut de monsieur Brown en matière de libération sous caution ?

PROCUREUR DU DISTRICT : Non, madame la juge. Sa caution est satisfaisante.

JUGE : Merci. Monsieur Brown, avez-vous des objections à ce que votre caution actuelle reste en vigueur ?

M. BROWN : Non, madame la juge.

JUGE : Avez-vous des questions concernant vos droits et responsabilités juridiques ?

M. BROWN : Non, madame la juge.

JUGE : Le marshal vous remet à présent un document qui contient les dates de vos prochaines procédures judiciaires. Ces dates correspondent à la date de la conférence de disposition, à la date de la motion et à la date du procès. Ce document contient également le nom et les coordonnées de votre avocat. Il est de votre responsabilité de prendre contact avec un avocat et de le faire immédiatement. Vous êtes libre de partir, mais assurez-vous, encore une fois, de prendre contact avec votre avocat dès que possible.

M. BROWN : Oui, madame la juge. Merci.

Scène 4 – Salle d'audience vide

SUSAN : Je suis à nouveau avec le juge Douglas. Nous avons déjà couvert beaucoup de terrain, mais il y a quelques autres points que je voudrais aborder. Tout d'abord, quels sont les avantages de parler avec un avocat avant de présenter un plaidoyer ?

JUGE : Les lois et leurs règles peuvent être complexes et elles doivent être appliquées de manière égale à tous. Il est difficile pour les personnes qui ne sont pas formées au droit de se représenter seules. L'État sera représenté par un avocat du bureau du procureur du district. Dans la mesure du possible, les personnes qui sont accusées par l'État devraient retenir les services d'un avocat ou, au moins, s'entretenir avec un avocat pour déterminer comment gérer au mieux l'accusation à laquelle elles font face parce que le juge ne peut offrir ni assistance ni conseil juridique.

SUSAN : Il y a beaucoup de chasseurs dans le Maine. Quel effet une condamnation a-t-elle sur la capacité à acheter ou à posséder une arme à feu ?

JUGE : Si vous êtes reconnu coupable de certains crimes, vous pouvez perdre le droit d'acheter ou de posséder une arme à feu ou tout type de munitions. Si la possession d'une arme à feu est importante pour vous, vous devez demander au juge si l'accusation à laquelle vous faites face pourrait entraîner une perte de ce droit, et vous devez en parler avec un avocat avant de présenter un plaidoyer de culpabilité ou de non-contestation.

SUSAN : Enfin, parlons des amendes. Pouvez-vous nous expliquer quand les amendes sont dues et ce qui se passe si vous ne les payez pas ?

JUGE : Il est prévu que les amendes, ainsi que tous les surcoûts ou évaluations requises, soient payés en totalité le jour où ils sont imposés. Si vous n'êtes vraiment pas en mesure de payer l'amende en totalité le jour de son imposition, dites-le au juge et un plan de paiement pourra éventuellement être mis en place. Si vous ne parvenez pas à payer vos amendes à temps et si vous ne comparez pas devant le tribunal, il est fort probable qu'un mandat d'arrêt sera émis contre vous et tout permis émis par l'État du Maine que vous détenez, y compris votre permis de conduire, pourra être suspendu.

SUSAN : Il semble vraiment important de payer vos amendes à temps ou de revenir au tribunal pour expliquer pourquoi vous ne pouvez pas le faire.

JUGE : Oui, tout à fait.

SUSAN : Merci beaucoup, juge Douglas.

JUGE : Merci, Susan.

Scène 5 – Juge Woodman à la caméra

JUGE : Vous comparez devant le tribunal avec des droits importants garantis par les lois et la constitution des États-Unis et de l'État du Maine. Bien que le juge puisse donner quelques conseils et éclaircissements sur ces droits, il ne peut pas agir en votre nom comme avocat et ne peut pas vous dire comment procéder. À nouveau, vous devriez consulter un avocat si vous avez des questions ou préoccupations.

Lorsque vous vous rendez au guichet du greffier, veuillez garder à l'esprit que ce dernier n'a pas porté plainte contre vous ni rendu de sentence. Le greffier s'occupe simplement de remplir les formalités administratives dans votre cas. Veuillez lui témoigner le même respect que celui qui vous a été manifesté. Merci. L'audience est suspendue.

MARSHAL : La Cour.